



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 107

## **Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Raymond Savoie  
Ministre du Revenu**

ASSEMBLÉE NATIONALE

---

**Éditeur officiel du Québec  
1990**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur le ministère du Revenu afin de solutionner différents problèmes liés à l'interprétation et à l'application de cette loi et d'autres lois fiscales.*

*Les modifications proposées ont pour effet :*

*1° d'étendre l'application de la définition du mot « prescrit » à l'ensemble des lois fiscales ;*

*2° de prévoir de nouvelles modalités relatives aux tirages d'épreuves photographiques d'avis de cotisation ;*

*3° d'ajuster la terminologie dans certaines dispositions ;*

*4° de faire en sorte qu'une personne qui a fait quelque chose ou omis de faire quelque chose en vue d'aider quelqu'un à commettre une infraction soit considérée comme partie à cette infraction et qu'elle soit passible des mêmes peines que celle qui l'a commise ;*

*5° de prévoir qu'un renseignement à fournir dans un formulaire est réputé être un renseignement prescrit par ordre du ministre sauf s'il est infirmé par le ministre ou par une personne autorisée par lui ;*

*6° de hausser les montants maximums qui déterminent l'accessibilité à l'appel sommaire en matière fiscale ;*

*7° de permettre qu'un litige concernant le remboursement d'impôts fonciers puisse être porté devant la Division des petites créances de la Cour du Québec ;*

*8° d'établir le montant maximal des frais qui peuvent être exigés du contribuable dans le cas où un appel sommaire est porté au rôle de la Cour du Québec ;*

*9° de prévoir que les parties peuvent être représentées par un avocat lors de la présentation en Cour du Québec d'une requête pour porter un appel sommaire au rôle de cette Cour ;*

*10° de remplacer l'expression « Minister of Justice » par l'expression « Minister » au troisième alinéa de l'article 93.27 du texte anglais de la Loi sur le ministère du Revenu.*

**LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:**

1° la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);

2° la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).



## Projet de loi 107

### Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifié par la suppression du paragraphe *d*.

**2.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant:

« **1.1** Dans toute loi fiscale, le mot « prescrit » signifie, dans le cas d'un formulaire ou d'un renseignement à fournir dans un formulaire, autorisé par le ministre ou par un fonctionnaire habilité par règlement et, dans tout autre cas, à moins que le contexte ne s'y oppose, prescrit par règlement ou déterminé conformément à des règles prescrites par règlement. ».

**3.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 8, de l'article suivant:

« **8.0.1** Un avis de cotisation reproduit sur pellicule photographique est authentique et a la même valeur que l'original si cette reproduction respecte, malgré l'absence de destruction, les conditions prescrites par la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22).

Toute épreuve tirée d'une telle pellicule photographique et certifiée conforme par une personne autorisée à signer le document en vertu du premier alinéa de l'article 7, est authentique et a la même valeur que l'original.

Aux fins du présent article, l'expression « pellicule photographique » a le sens que lui donne le paragraphe c de l'article 1 de la Loi sur la preuve photographique de documents. ».

4. L'article 68 de cette loi est modifié par le remplacement, à la cinquième ligne, du mot « pénalité » par le mot « peine ».

5. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 68, du suivant :

« **68.0.1** Toute personne qui accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider quelqu'un à commettre une infraction à une loi fiscale ou à un règlement adopté en vertu d'une telle loi est réputée être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour cette infraction que la personne qui a reçu l'aide ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable. ».

6. L'article 89 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **89.** Tout formulaire ou tout renseignement à fournir dans un formulaire, décrit comme étant un formulaire ou un renseignement prescrit par le ministre, est réputé être un formulaire ou un renseignement prescrit par ordre du ministre en vertu d'une loi fiscale sauf s'il est infirmé par le ministre ou par une personne autorisée par lui. ».

7. L'article 93.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **93.2** Un particulier peut interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec au lieu d'exercer un autre recours auprès de cette cour, lorsque cet appel sommaire a pour objet :

a) dans le cas de l'application, pour une année d'imposition, de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) :

i. une réduction, dans le calcul du revenu ou du revenu imposable, qui n'excède pas 15 000 \$ et n'a pas pour origine une perte, subie dans l'année ou dans une autre année d'imposition, dont le montant excède 15 000 \$; ou

ii. une réduction de l'impôt calculé en vertu du livre V qui n'excède pas 4 000 \$ et n'a pas pour origine une perte décrite dans le sous-paragraphe i;

b) une cotisation relative à des droits imposés en vertu d'une loi mentionnée dans le deuxième alinéa de l'article 95 dont le montant n'excède pas 4 000 \$;

c) une affectation en vertu du premier alinéa de l'article 31 qui n'excède pas 1 500 \$;

d) exclusivement la détermination d'intérêts ou de pénalités qui n'excèdent pas 1 500 \$;

e) la détermination d'un remboursement d'impôts fonciers en vertu de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1). ».

**8.** L'article 93.8 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **93.8** Lorsqu'un appel sommaire pendant devant la division des petites créances de la Cour du Québec peut faire l'objet d'un autre recours devant la Cour du Québec, les parties peuvent, avant l'audition, produire au greffe de la division des petites créances un consentement afin que le dossier soit porté au rôle de la Cour du Québec et qu'il soit continué suivant la procédure prévue aux articles 1066 à 1079 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3). ».

**9.** L'article 93.9 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

« **93.9** Sur requête soumise avant l'audition à un juge de la Cour du Québec par une des parties, un appel sommaire peut être porté au rôle de la Cour du Québec pour être continué suivant la procédure prévue aux articles 1066 à 1079 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3).

Malgré l'article 93.18, lors de la présentation de cette requête, les parties peuvent être représentées par avocat. ».

**10.** L'article 93.15 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **93.15** Si le tribunal ou un juge de la Cour du Québec constate que le particulier ne pouvait se prévaloir du présent chapitre, il ordonne que le dossier soit porté au rôle de la Cour du Québec afin qu'il soit continué suivant la procédure prévue aux articles 1066 à 1079 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3). ».

**11.** L'article 93.18 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Si le particulier ne peut agir personnellement, l'appel sommaire est d'office porté au rôle de la Cour du Québec pour être continué suivant la procédure prévue aux articles 1066 à 1079 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3). ».

**12.** 1. L'article 93.27 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa du texte anglais par le suivant:

«The costs of the experts are charged to the losing party or to the Minister, at the discretion of the judge who has heard the case.».

2. Le présent article a effet depuis le 17 décembre 1987.

**13.** L'article 1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), modifié par l'article 20 du chapitre 5 et par l'article 2 du chapitre 77 des lois de 1989, est de nouveau modifié par la suppression de la définition du mot «prescrit».

**14.** L'article 1130 de cette loi est modifié par la suppression de la définition du mot «prescrit».

**15.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) sauf l'article 7 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1991.